

27 mars 1995 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Message de M. François Mitterrand, Président de la République, adressé aux participants au colloque sur la mobilisation de l'Etat et des partenaires sociaux en vue de la lutte contre le chômage et l'exclusion sociale, Paris le 27 mars 1995.

Mesdames et messieurs,

- Vous êtes réunis aujourd'hui à l'initiative heureuse du journal La Croix pour confronter vos expériences de professionnels ou militants bénévoles engagés dans la lutte contre l'exclusion.
- L'exclusion c'est d'abord le chômage, bien sûr, cette sorte de sanction imméritée qui pèse sur plus de trois millions de Français, plus de quinze millions d'hommes et de femmes dans l'Union européenne. Mais c'est bien plus que cela. L'exclusion prend mille formes : la maladie, le handicap, les préjugés raciaux et sexistes, la solitude même, tout est prétexte à son développement. Alors on s'interroge : pourquoi ne serions-nous pas capables, vous et moi, chacun où il se trouve, d'apporter des éléments de réponse ?
- Certes, il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau : chacun ici a en tête le rapport de M. Lenoir sur la nouvelle pauvreté, remis en 1980 au Premier ministre Raymond Barre. Pourtant, la durée, sans précédent, de la crise du monde industrialisé rend chaque jour plus aiguë l'exclusion de ceux qui sont au premières lignes.
- Quand l'exclusion menace, qu'elle frappe, qu'elle est là, comment ne pas souhaiter que s'affirme d'abord et davantage un profond sentiment d'unité nationale ? Seule cette solidarité peut empêcher que le fort soit toujours plus fort au détriment du pauvre, du démuné ou de l'abandonné, qui sera toujours le plus faible.
- C'est d'abord à l'Etat de maintenir le lien social. Quand il était de bon ton dans certains milieux de brocarder l'Etat Providence, je me suis opposé, pendant quatorze ans à toute remise en cause des acquis sociaux. Dans quel état serait la société française aujourd'hui si elle avait cédé, comme d'autres, aux sirènes ultralibérales et sacrifié le SMIC ou la protection sociale ?
- La mise en place du RMI a répondu à un impératif de dignité. Chacun est désormais assuré, où qu'il se trouve sur le territoire national, quelle que soit sa situation, d'un revenu minimum, aussi modeste soit-il. Ce droit nouveau doit maintenant s'accompagner d'un effort plus soutenu d'insertion.
- Dans les quartiers, dans les rues, là où vous travaillez, il faut sans cesse reprendre à zéro le travail et, bien souvent, le découragement vous guetterait si vous n'étiez pas convaincus de l'urgence de votre tâche. Soyez-en remerciés : sans vous aucune solution n'est possible. L'Etat fait son travail, je l'ai dit. Il peut faire plus, il doit faire plus. Mais aucune réponse ne sera durablement trouvée sans la mobilisation de toute la société.
- Si j'ai appelé les partenaires sociaux, pendant des mois et des mois, à conclure entre eux un nouveau contrat social contre le chômage, c'est parce que je sais qu'on ne résoudra le problème de l'exclusion qu'en reconstituant une société sinon de plein emploi, du moins de pleine activité. Je souhaite qu'un élan monte de notre société qui fera, enfin, reculer l'exclusion, et je forme le vœu que votre colloque en soit l'une des premières manifestations.